Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Un « gentleman's agreement »: Oslo a fonctionné comme prévu pour Israël

Vingt-cinq ans après, les analystes affirment qu'Oslo n'a pas échoué : il a donné à Israël les moyens d'empêcher l'émergence d'un État palestinien

Par Jonathan Cook
Mondialisation.ca, 26 septembre 2018
jonathan-cook.net 13 septembre 2018

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Droits humains et État policier, Loi et Justice
Analyses: PALESTINE

Il n'y aura pas de célébrations cette semaine pour commémorer la signature des Accords d'Oslo à Washington il y a 25 ans. C'est un jubilé d'argent mais il n'y aura pas de fêtes dans les rues, pas de tasses commémoratives, pas de pièces frappées pour la circonstance.

Les Palestiniens ont pratiquement ignoré cet anniversaire historique, et Israël ne l'a souligné que par une poignée d'articles de presse déplorant ses failles.

Le plus important événement a été un documentaire, *The Oslo Diaries*, diffusé à la télévision israélienne et qui doit passer cette semaine aux États-Unis. Il décrit les événements à l'origine des accords de paix signés par le dirigeant palestinien Yasser Arafat et le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, à Washington le 13 septembre 1993.

L'euphorie suscitée par le processus de paix lancé par la Norvège il y a un quart de siècle paraît aujourd'hui tout à fait inappropriée à la plupart des observateurs. Les retraits progressifs des territoires palestiniens occupés promis par Israël se sont très vite arrêtés.

Et les pouvoirs de l'Autorité palestinienne, un embryon de gouvernement palestinien issu d'Oslo, sont toujours réduits à la gestion des soins de santé et du ramassage des ordures dans les zones palestiniennes densément peuplées, et à la coordination avec Israël pour les questions de sécurité.

La conclusion à laquelle aboutissent généralement ceux qui essaient aujourd'hui de tirer les leçons de ce qui s'est passé est la suivante : Oslo n'a pas permis de faire la paix, les accords d'Oslo n'ont jamais été correctement mis en œuvre et les négociations ont été tuées dans l'œuf par les extrémistes palestiniens et israéliens.

L'Occupation s'est réorganisée

Mais les analystes de Middle East Eye ne sont pas de cet avis.

« Il est faux de penser qu'Oslo a déraillé et vain d'essayer d'identifier le moment où le processus d'Oslo est mort, déclare Diana Buttu, une avocate palestinienne et ancienne conseillère de l'Autorité palestinienne. *Oslo n'est pas mort. Il sert encore aujourd'hui*

exactement à ce pour quoi il a été créé. »

Michel Warschawski, un militant israélien pour la paix qui a développé des liens étroits avec les dirigeants palestiniens pendant les années d'Oslo, est du même avis.

« À peu près tous ceux que je connaissais à l'époque, et moi en tête, avons été trompés par le battage médiatique affirmant que l'occupation était sur le point de prendre fin. Mais en réalité, Oslo visait à réorganiser l'occupation et non à y mettre fin. Oslo a mis en place une nouvelle division du travail.

Rabin ne voyait aucun inconvénient à ce que les Palestiniens obtiennent quelques signes extérieurs de souveraineté comme un drapeau et peut-être même un siège aux Nations Unies.

Mais Israël voulait absolument continuer à contrôler les frontières, les ressources des Palestiniens, l'économie palestinienne. Oslo a changé la division du travail en sous-traitant la partie la plus difficile de la sécurité d'Israël aux Palestiniens eux-mêmes. »

Ces accords ont été signés immédiatement après plusieurs années de soulèvement palestinien dans les territoires occupés – la première Intifada – qui a coûté cher à Israël en pertes humaines et en espèces sonnantes et trébuchantes.

Depuis Oslo, les forces de sécurité palestiniennes patrouillent les rues des villes palestiniennes, sous la supervision et en étroite coordination avec l'armée israélienne. Et ce sont l'Europe et Washington qui payent l'addition.

Dans une interview accordée au journal *Haaretz* la semaine dernière, Joel Singer, l'avocat du gouvernement israélien qui a aidé à rédiger les accords, l'a reconnu. *« Rabin,* a-t-il dit, *a pensé que cela renforcerait la sécurité [israélienne] que ce soit les Palestiniens qui combattent le Hamas ».*

Ainsi, comme Rabin l'a expliqué une fois, l'occupation n'aurait plus de comptes à rendre aux *« cœurs tendres »* de la Cour suprême israélienne et des militants israéliens des droits humains.

Moins qu'un État

L'hypothèse communément admise qu'Oslo conduirait à la création d'un État palestinien était également fausse, selon Diana Buttu.

Selon elle, nulle part dans les accords il n'est fait mention de l'occupation, d'un État palestinien ou de liberté pour les Palestiniens. Et il n'y est pas non plus spécifié d'action contre les colonies illégales d'Israël – le principal obstacle à la création d'un État palestinien.

L'objectif déclaré du processus d'Oslo était la mise en œuvre de deux importantes résolutions des Nations Unies – les résolutions 242 et 338. La première concernait le retrait de l'armée israélienne des *« territoires »* occupés lors de la guerre de 1967, tandis que la seconde préconisait des négociations menant à une *« paix juste et durable »*.

« J'en ai parlé à Arafat et à Mahmoud Abbas [son successeur en tant que président palestinien], a dit Diana Buttu. *Ils pensaient qu'un langage plus clair sur un État palestinien et l'indépendance n'aurait jamais été accepté par la coalition de Rabin.*

Alors Arafat a traité les résolutions 242 et 338 comme des noms de code. Les dirigeants palestiniens ont qualifié Oslo de 'gentleman's agreement'*. Leur approche a été plus que naïve, elle a été inconséquente. Ils se sont comporté comme des amateurs. »*

Selon Asad Ghanem, un professeur de politique de l'Université de Haïfa, expert en nationalisme palestinien, les dirigeants palestiniens étaient conscients depuis le début qu'Israël ne les laisserait pas avoir un véritable État.

« Dans ses mémoires, Ahmed Qurei [l'un des principaux architectes d'Oslo du côté palestinien] a reconnu qu'il avait reçu un choc lorsqu'il a commencé à rencontrer l'équipe israélienne », a noté Ghanem.

« Uri Savir [le négociateur en chef d'Israël] a annoncé carrément qu'Israël n'était pas en faveur d'un État palestinien et qu'on leur offrirait moins que cela. C'était 'à prendre ou à laisser' ».

Le soutien des colons

Tous les analystes s'accordent pour dire que le manque de sincérité d'Israël était évident dès le départ, en particulier sur la question des colonies.

Il faut noter que loin d'arrêter ou d'inverser l'expansion des colonies de peuplement pendant la soi-disant période de transition de cinq ans, Oslo a permis à la population des colons de s'accroître encore plus vite.

Le quasi-doublement du nombre de colons en Cisjordanie et à Gaza (200 000 à la fin des années 1990), a été expliqué par Alan Baker, conseiller juridique du ministère des Affaires étrangères israélien après 1996, lui-même un colon, dans une interview en 2003.

La plupart des colonies ont été présentées au public israélien comme des *« blocs »*israéliens, échappant au contrôle de l'AP nouvellement créée. Grâce à la signature des accords, a expliqué M. Baker : *« Nous n'étions plus une puissance occupante, nous étions présents dans les territoires avec leur consentement [celui des Palestiniens] et sous réserve du résultat des négociations. »*

De récents entretiens avec des dirigeants des colons publiés par le journal *Haaretz*font également allusion à la sympathie idéologique qui existait entre le gouvernement de Rabin, soi-disant de gauche, et le mouvement des colons.

Israël Harel, qui dirigeait alors le Conseil de Yesha, l'organe directeur des colons, a qualifié Rabin de *« très accessible »*. Il a souligné que Zeev Hever, un autre chef des colons, s'est assis avec les planificateurs militaires israéliens pour créer une *« carte d'Oslo »* et découper la Cisjordanie en différentes zones de contrôle.

À propos des colonies dont la plupart des gens pensaient qu'elles seraient démantelées en vertu des accords, M. Harel a dit : *« Quand [Hever] a été accusé [par d'autres colons] de coopérer, il a dit qu'il nous avait sauvés du désastre. Ils [l'armée israélienne] avaient marqué des zones qui auraient pu isoler des colonies et les faire disparaître. »*

L'avocat israélien d'Oslo, Joel Singer, a confirmé la réticence des dirigeants israéliens à aborder la question des colonies.

« Nous nous sommes battus avec les Palestiniens, sur les ordres de Rabin et de [Shimon] Peres, pour empêcher un gel [des colonies], a-t-il dit à *Haaretz*. *Ils ont eu grand tort d'autoriser les colonies à continuer leur course en avant. »*

Rabin n'a rien fait

Selon Neve Gordon, professeur de politique à l'Université Ben Gourion, dans le sud d'Israël, Rabin a eu une occasion de s'attaquer aux colonies moins d'un an après le processus d'Oslo. Lorsque Baruch Goldstein, un colon, a tué et blessé plus de 150 Palestiniens dans un lieu de culte de la ville palestinienne d'Hébron.

« Rabin aurait pu en profiter pour expulser les 400 colons extrémistes qui s'étaient installés dans le centre d'Hébron, a dit Gordon. *Mais il n'a rien fait. Il les a laissés rester. »*

L'absence de réaction d'Israël a provoqué une campagne d'attentats-suicide du Hamas qui a, alors, été utilisée par Israël pour justifier son refus de se retirer d'une plus grande partie des territoires occupés.

Warschawski a déclaré que Rabin aurait pu démanteler les colonies s'il avait agi tout de suite. *« Les colons étaient désorientés au début d'Oslo, mais il n'a rien fait contre eux. »*

Après l'assassinat de Rabin à la fin de 1995, son successeur Shimon Peres, également largement identifié comme un architecte du processus d'Oslo, a changé de tactique, selon Warschawski. *« Peres a préféré mettre l'accent sur la réconciliation interne [entre Israéliens] plutôt que sur la réconciliation avec les Palestiniens. Du coup, le récit religieux des colons extrémistes est devenu dominant. »*

Ce qui a conduit, quelques mois plus tard, au triomphe de la droite avec l'élection de Benjamin Netanyahou.

Différentiel démographique

Bien que Netanyahou ait fait campagne avec véhémence contre les Accords d'Oslo, ils se sont révélés parfaits pour sa politique de rejet, selon Gordon.

Sous couvert de vagues promesses sur la création d'un État palestinien, *« Israël a pu soutenir le projet de colonisation*, selon Gordon. *Les statistiques montrent que, chaque fois qu'il y a des négociations, la croissance démographique de la population des colons en Cisjordanie augmente. Les colonies s'agrandissent rapidement. Et quand il y a une intifada, le processus se ralentit.*

Oslo était donc idéal pour le projet colonial d'Israël. »

Ce n'est pas seulement que, par peur des Accords d'Oslo, les colons religieux se sont dépêchés de *« s'emparer des hauteurs »*, comme l'a prétendu un célèbre général futur premier ministre, Ariel Sharon. Selon Gordon, le gouvernement a mis au point une stratégie pour recruter un nouveau type de colons pendant les premières années d'Oslo.

Au début des années 1990, après la chute de l'Union soviétique, Sharon et d'autres avaient commencé à installer les nouveaux immigrants russophones dans de grandes colonies comme Ariel, au centre de la Cisjordanie. *« Le problème, c'était que beaucoup de Russes n'avaient qu'un seul enfant »*, a expliqué Gordon.

Alors, Israël a commencé à installer les ultra-orthodoxes dans les territoires occupés. Ces juifs religieux fondamentalistes, la communauté la plus pauvre d'Israël, ont généralement sept ou huit enfants. Ils cherchaient désespérément des solutions en matière de logement, selon Gordon, et le gouvernement n'a pas eu de mal à les convaincre de s'installer dans deux nouvelles colonies ultra-orthodoxes, Modiin Ilit et Beitar Ilit.

« Du coup, Israël n'avait plus besoin d'envoyer beaucoup de nouveaux colons dans les colonies, a dit Gordon. *Il suffisait de gagner du temps avec le processus d'Oslo pour que la population des colons augmente d'elle-même.*

Les ultra-orthodoxes sont devenus la principale arme démographique d'Israël. En Cisjordanie, les colons juifs ont en moyenne deux enfants de plus que les Palestiniens – cet écart démographique a un impact énorme avec le temps. »

La dépendance palestinienne

Selon Diana Buttu, il y a un autre signe qu'Israël n'a jamais eu l'intention de permettre que les Accords d'Oslo aboutissent à la création d'un État palestinien : peu avant Oslo, à partir de 1991, Israël a introduit des restrictions beaucoup plus sévères à la circulation des Palestiniens, y compris un système de permis de plus en plus sophistiqué.

« Il n'a plus été possible d'aller de Gaza en Cisjordanie que dans des cas exceptionnels, a-t-elle dit. *Ce n'était plus un droit. »*

Ce processus, a noté Ghanem, s'est normalisé au cours du dernier quart de siècle et a finalement abouti à une séparation physique et idéologique complète entre Gaza et la Cisjordanie, désormais gouvernées respectivement par le Hamas et le Fatah d'Abbas.

Selon Gordon, les arrangements économiques d'Oslo, régis par le Protocole de Paris de 1995, ont également privé les Palestiniens de leur autonomie financière.

« Les Palestiniens n'ont pas eu leur propre monnaie, ils ont dû utiliser le shekel israélien. Et une union douanière a fait de la Palestine un marché dépendant des marchandises israéliennes et a permis à Israël de percevoir des droits d'importation au nom de l'AP. Israël a régulièrement utilisé le refus de transférer cet argent comme bâton contre les Palestiniens. »

Selon les analystes, les dirigeants palestiniens qui, comme Arafat, ont été autorisés par le processus d'Oslo à revenir de leur d'exil en Tunisie – et qu'on surnommait parfois les *« étrangers »* – étaient totalement ignorants de la situation sur le terrain.

Gordon, qui dirigeait à l'époque la branche israélienne de Médecins pour les droits humains, se souvient d'avoir rencontré au Caire de jeunes Palestiniens américains et canadiens pour discuter des dispositions sanitaires dont l'AP serait responsable.

« Ils étaient brillants et instruits, mais ils n'avaient aucune idée de ce qui se passait sur le terrain. Ils n'avaient aucune idée de ce qu'il fallait exiger d'Israël », a-t-il expliqué.

« Israël, par contre, avait des experts qui connaissaient la situation à fond. »

Warschawski se souvient lui aussi d'avoir emmené un Palestinien de haut rang récemment arrivé de Tunis faire un tour des colonies. L'officiel était tellement sidéré qu'il n'a pas dit un

mot pendant tout le trajet.

« Ils connaissaient les chiffres, mais ils ne se rendaient pas compte que les colonies faisaient intégralement partie de la société israélienne, a-t-il ajouté. *C'est seulement à leur retour qu'ils ont commencé à comprendre la logique des colonies et les intentions réelles d'Israël. »*

Le piège

Selon Warschawski, Matti Peled, un général devenu militant pour la paix qui connaissait bien Rabin, a été la seule personne de son entourage a n'avoir jamais gobé le battage médiatique autour des accords d'Oslo.

« Quand nous nous sommes rencontrés pour discuter des accords d'Oslo, Matti s'est moqué de nous. Il a dit qu'il n'y aurait pas d'Oslo, qu'il n'y aurait pas de processus qui mènerait à la paix. »

Selon Ghanem, les dirigeants palestiniens ont fini par se rendre compte qu'ils avaient été piégés.

« Ils ne pouvaient pas avancer vers la création d'un État, parce qu'Israël leur bloquait le chemin, a-t-il dit. *Mais ils ne pouvaient pas non plus sortir du processus de paix. Ils n'ont pas osé démanteler l'AP, et c'est ainsi qu'Israël a réussi à contrôler la politique palestinienne. Si Abbas part, quelqu'un d'autre prendra la relève de l'AP et son rôle continuera. »*

Pourquoi les dirigeants palestiniens sont-ils entrés dans le processus d'Oslo sans prendre davantage de précautions ?

Selon Diana Buttu, Arafat avait de bonnes raisons de ne pas se sentir en sécurité à l'extérieur de la Palestine, tout comme d'autres dirigeants de l'OLP qui vivaient en exil en Tunisie, et il espérait qu'Oslo résoudrait ce problème.

« Il voulait revenir en Palestine, dit-elle. Il se sentait vraiment menacé par le leadership 'interne', même s'ils lui étaient loyaux. La Première Intifada avait montré qu'ils pouvaient organiser un soulèvement et mobiliser le peuple sans lui.

Il voulait aussi une reconnaissance et une légitimité internationales. »

Une guerre de tranchées

Selon Gordon, Arafat croyait qu'il pourrait éventuellement obtenir des concessions d'Israël.

« Il y voyait une guerre de tranchées. Une fois en Palestine historique, il progresserait de tranchée en tranchée. »

Selon Warschawski, Arafat et d'autres dirigeants palestiniens croyaient qu'ils auraient une réelle influence sur Israël.

« Ils pensaient qu'Israël mettrait fin à l'occupation en échange d'une normalisation avec le monde arabe. Arafat se voyait comme le pont qui permettrait à Israël d'obtenir la reconnaissance qu'il voulait. Il pensait que Rabin serait obligé de lui embrasser la main en remerciement.

Il se trompait complètement. »

Gordon a rappelé les promesses de développement économiques qui accompagnaient le discours sur Oslo. On parlait de *« dividendes de la paix »*, on disait que la paix permettrait à Israël de commercer avec le monde arabe et que Gaza deviendrait le Singapour du Moyen-Orient.

En fait, les *« dividendes de la paix »* ont été largement concurrencés par de tout aussi attrayants *« dividendes de la guerre »*.

« Même avant le 11 septembre, l'expertise d'Israël dans les domaines de la sécurité et de la technologie commençait à rapporter. Israël a compris qu'il y avait beaucoup d'argent à gagner dans la lutte contre le terrorisme. »

En fait, Israël a réussi à capitaliser à la fois sur les dividendes de la paix et de la guerre.

Diana Buttu a noté que plus de 30 pays, dont le Maroc et Oman, ont développé des relations diplomatiques ou économiques avec Israël à la suite des accords d'Oslo. Les États arabes ont renoncé à leur boycott et à leur politique d'opposition à la normalisation, et les grandes entreprises étrangères ont cessé de craindre d'être pénalisées par le monde arabe pour leurs échanges avec Israël.

« Le traité de paix conclu entre Israël et la Jordanie [en 1994] n'aurait jamais pu voir le jour sans Oslo, a-t-elle ajouté. *Au lieu de dénoncer clairement l'occupation, les Palestiniens se sont laissés coincer par le vocabulaire des négociations et des compromis pour la paix.*

Les Palestiniens sont devenus l'objet de la charité internationale, en sollicitant les dons du monde arabe pour que l'AP puisse aider au maintien de l'occupation au lieu de mener la résistance.

Grâce à Oslo, la présence d'Israël dans la région est devenue normale et ce sont, paradoxalement, les Palestiniens qui sont désormais perçus comme un corps étranger. »

Jonathan Cook

Article original en anglais :

Traduction : Dominique Muselet

Image À la Une : vox.com

La source originale de cet article est jonathan-cook.net
Copyright © Jonathan Cook, jonathan-cook.net, 2018

Articles Par : **Jonathan Cook**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca